

Guerre de 14-18 : “Les commémorations sont mortelles si on ne les renouvelle pas”

• Romain Jeanticou

L’histoire de la Première Guerre mondiale continue de passionner les Français, mais qui se rend encore aux fêtes de l’armistice ? Pour le spécialiste Rémi Dalisson, il faut se réapproprier l’événement et revoir la manière de se souvenir.

Les derniers poilus ont disparu et le message patriotique trouve moins d’écho à l’heure de la mondialisation. Quel avenir pour les commémorations ? L’historien Rémi Dalisson analyse le rapport particulier des Français au 11 Novembre et propose de le renouveler.

La célébration du 11 Novembre peut-elle survivre à un autre siècle ?

Dès 1915 naît, en France, la volonté de faire l’histoire de cette guerre : on demande alors aux bibliothécaires de constituer des fonds de documents. Cela s’est poursuivi jusqu’à aujourd’hui. Le succès du centenaire de la Grande Guerre montre l’attachement des Français à cette commémoration : la grande collecte d’archives familiales a eu un écho formidable. Depuis 1914, six mille projets ont été labellisés pour qu’ils figurent au programme officiel des commémorations. Cette volonté de collecte de la mémoire et cet intérêt des Français pour ce conflit laissent penser que le 11 Novembre va survivre. Sous la même forme et avec le même discours ? Sans doute pas. Il doit évoluer.

Les commémorations sont, dites-vous, une « obsession française ». En quoi différons-nous de nos voisins ?

Nos voisins entretiennent avec les commémorations un rapport plus distendu. Cela est dû à la spécificité étatique française : la plupart des autres pays sont des Etats fédéraux et non centraux, qui font plus confiance aux communautés citoyennes. En Allemagne, en Espagne, en Italie ou au Royaume-Uni, les initiatives viennent des régions voire des associations. Selon la tradition française, c’est l’Etat qui décide. Notre République a été fondée par la Révolution, qui a inventé la pédagogie commémorative, et c’est la Constitution

de 1791 qui a établi les fêtes nationales. Nous avons beaucoup de mal à déléguer car l'Histoire reste, en France, un sujet brûlant. Nous gagnerions à laisser les Français s'approprier davantage les commémorations pour - renouveler notre lien avec elles.

“Nous sommes passés de l'idée de mourir pour une nation à celle de mourir pour la paix”

En 2012, Nicolas Sarkozy a fait du 11 Novembre le jour de « commémoration de tous les morts pour la France », tous conflits confondus. Y voyez-vous un risque ?

Nous, historiens, avons craint de voir mélangés des conflits qui n'ont rien à voir : 14-18 et ses combattants civils, les guerres napoléoniennes, les opérations d'aujourd'hui menées par une armée de profession sous l'égide de l'ONU... Cette loi reste néanmoins inconnue des Français. La mémoire collective et sociale, quand elle est travaillée comme elle l'a été par l'enseignement de l'histoire, les monuments aux morts, les récits familiaux, est plus lourde que la mémoire politique.

La mort pour la patrie est-elle encore glorifiée ?

Nous sommes passés de l'idée de mourir pour une nation à celle de mourir pour la paix. Pourtant, en célébrant le 11 Novembre, les poilus ne voulaient pas glorifier l'armée ou la patrie mais commémorer « la der des ders », montrer les horreurs de la guerre. Le patriotisme appliqué aux commémorations a fait perdre de vue cette volonté. La montée des nationalismes en Europe revalorise l'idée de mourir pour sa patrie.

Les jeunes d'aujourd'hui sont exemptés de service militaire et leurs grands-parents n'ont pas fait la guerre. Qu'est-ce que cela peut changer ?

Peut-être les nouvelles générations voudront-elles un équivalent français du Memorial Day américain ou du Remembrance Day britannique, qui célèbrent les morts au combat de façon générale, car ils n'ont plus de lien direct avec la guerre. Mais le succès chez les jeunes des films ou des bandes dessinées sur la Grande Guerre prouve qu'ils comprennent la spécificité de ce conflit. Le temps va distendre le lien mais la mémoire de cette guerre est trop présente dans l'espace public pour qu'elle perde son importance.

Les commémorations ont-elles une date de péremption ?

Elles sont mortelles si on ne les renouvelle pas : le 14 Juillet, aujourd'hui, ce sont les feux d'artifice, les concerts... Il faut trouver de nouvelles formes et scénographies tout en conservant les temps forts — la minute de silence, l'appel aux morts. On pourrait revoir l'utilisation des drapeaux... mais dès que l'on apporte des changements, les fascistes grognent : rappelez-vous la parade de Jean-Paul Goude pour le bicentenaire de la Révolution ou le concert annulé du rappeur Black M pour commémorations de la bataille de Verdun !

Notre jeunesse est plus confrontée au terrorisme qu'à la guerre. Le 11 Septembre ou le 13 Novembre peuvent-ils prendre une valeur similaire au 8 Mai ou au 11 Novembre ?

Les événements sont différents mais les commémorations d'attentats pourraient renvoyer à la Seconde Guerre mondiale : nos valeurs — liberté d'expression, démocratie — y ont été attaquées. Les deux commémorations signifient : « Il y a des causes qui méritent qu'on se batte pour elles. » C'est ce message que l'on a perçu lors des manifestations de 2015. Le lien peut être fait si l'on prend soin, encore une fois, d'aller dans la continuité des rituels commémoratifs qui veulent non pas glorifier mais expliquer.

“Les fêtes commémoratives ont toujours eu des vertus civiques et pédagogiques”

Les commémorations peuvent-elles alerter les jeunes Européens sur les dangers de la montée des nationalismes ?

C'est ce qu'évoquait le discours d'Emmanuel Macron sur le centenaire de 14-18 : cherchons à comprendre ce qu'il s'est passé pour ne pas faire les mêmes erreurs. On s'habitue à la paix — en Europe, on observe des réactions d'enfants gâtés. Où vont nous mener le nationalisme et la haine de l'autre qui dévorent le continent ? Les fêtes commémoratives ont toujours eu des vertus civiques et pédagogiques.

Emmanuel Macron a hésité à commémorer les 50 ans de Mai 68. Comment l'Etat choisit-il ce qu'il commémore ?

Commémorer, c'est se souvenir ensemble. Cela passe par des dates correspondant à des événements précis et fondateurs, dans lesquels l'Etat a pris part : deux tiers des commémorations en France sont liées à des guerres. Enfin, on commémore des victoires et non des défaites, d'où l'absence de célébration nationale pour la guerre d'Algérie. Sur quoi s'appuyer pour commémorer Mai 68 ? C'est un mouvement social qui ne saurait unifier tout le monde. Et dont beaucoup de participants refuseraient qu'il soit récupéré par l'Etat.

Quelle valeur portent ces fêtes nationales dans une société mondialisée ?

On assiste à une mondialisation de la commémoration. Tout le monde est concerné par la Grande Guerre : près de quatre-vingts pays ont été invités pour le centenaire, rassemblés en une communauté de destins. C'est un aspect nouveau. L'avenir des commémorations est à l'échelle européenne voire mondiale. Pour la Shoah comme pour le terrorisme.

A LIRE

11 Novembre, du souvenir à la mémoire, Rémi Dalisson, éd. Armand Colin, 2013, 312 p